

L'actualité brûlante de la grève

Samedi, 03. novembre 2018

De: Guy Zurkinden, rédacteur «Services Publics»



(photo: Eric Roset)

S'ils veulent à nouveau être respectés, les salariés devront faire recours à leur arme la plus efficace: la grève.

Le 15 octobre, 3000 maçons ont fait grève au Tessin. Le jour suivant, ils étaient 2500 à Genève – et 1800 le lendemain. Le 30 octobre, le mouvement s'est étendu aux cantons de Fribourg, Neuchâtel, du Jura et du Valais. Les 5 et 6 novembre, ce sera au tour des ouvriers vaudois de cesser le travail.

«À 60 ans, nos collègues ne tiennent plus debout. On sait qu'entre le dos et les genoux, on sera foutu», témoignait un jeune ouvrier [1]. Les patrons de la branche n'en ont cure. Dans le cadre du renouvellement de la Convention nationale, la Société suisse des entrepreneurs (SSE) exige des journées de travail jusqu'à douze heures et, pour une partie des salariés, la suppression du salaire minimum.

Les employeurs dénoncent une «violation crasse de la paix du travail» [2]. Mais la réponse des maçons est tout à fait proportionnée: la grève est l'unique moyen d'éviter un grave recul de leurs conditions de travail et de salaire.

Une réalité qui dépasse les chantiers. Sur une majorité des lieux de travail, les conditions de travail et de salaires se sont dégradées, parfois fortement, au cours des deux dernières décennies. Pendant ce temps, «les sommes versées aux actionnaires ont explosé» [3].

Dans un tel contexte, pétitions et manifestations ne suffisent souvent pas à faire reculer l'employeur. Les salariés doivent mettre la vitesse supérieure et arrêter le travail. C'est ce que font les maçons aujourd'hui. C'est ce que feront nos collègues du parascolaire vaudois demain, le 13 novembre. C'est ce qu'ont fait les salariés de l'Hôpital fribourgeois en mai, ceux de la fonction publique vaudoise en janvier – avec d'importantes victoires à la clé.

Car la grève est un instrument d'une grande efficacité. Lorsqu'ils croisent les bras, les salariés démontrent leur rôle central dans la société – et donc leur force collective: sans eux, aucune maison n'est construite; aucun enfant n'est instruit; aucun patient n'est soigné; aucune marchandise n'est produite – et aucun profit n'est encaissé.

Les employeurs en sont conscients. «Il ne faut jamais banaliser ce poison social qu'est la

grève» écrit Christophe Reymond, directeur du Centre patronal [4]. Et de développer: «Les commémorations nombreuses [*de la grève générale de 1918, Ndlr*] qui se sont déjà produites ou qui sont annoncées ne doivent pas servir de prétexte pour faire l'apologie du coup de force (...)»

Pour les salariés, la [grève générale de 1918](#) a pourtant permis des avancées fondamentales: réduction massive de la durée du travail, augmentation des salaires, rédaction de l'article constitutionnel sur l'AVS, prise au sérieux des syndicats. Comme le souligne l'historien Adrian Zimmerman: «Leur crainte d'une nouvelle grève générale a été l'une des principales motivations de la bourgeoisie suisse à chercher des compromis avec le mouvement ouvrier».

En ce début de XXI^e siècle, les employeurs n'ont plus la tête aux compromis. Pour imposer leur logique de rentabilité financière, ils sont déterminés à démanteler, un à un, les droits acquis des salariés. S'ils veulent à nouveau être respectés, ces derniers devront donc faire recours, massivement, à leur arme la plus efficace.

Les femmes en lutte pour l'égalité l'ont bien compris, qui appellent à une [grève féministe dans tout le pays, le 14 juin 2019](#).

[1] *Le Matin dimanche*, 21 octobre 2018.

[2] *Le Temps*, 16 octobre 2018.

[3] *Bilan*, 19 septembre 2018.

[4] *24 heures*, 9 octobre 2018.